

# La Vie économique

## La question agraire en Russie soviétique et la Nouvelle orientation économique

Par André JULIEN

La nouvelle politique agraire inaugurée il y a environ dix mois par le gouvernement des Soviets, n'a encore jamais été étudiée en France sous son véritable jour. Nous avons demandé à notre collaborateur André Julien, qui a rapporté de son récent voyage en Russie une documentation très complète, de bien vouloir exposer aux lecteurs de *Clarté* les causes principales qui ont amené les dirigeants bolcheviks à une politique plus souple à l'égard des paysans russes.

André Julien, prépare également un livre sur la Russie, qui sera édité par *Clarté* au mois de mars 1922.

Que la Russie soit un pays essentiellement agricole, il est peu de constatations plus banales. On l'oublie pourtant trop souvent quand on juge l'œuvre des bolcheviks. On ne peut cependant étudier avec quelque rigueur, les événements qui se sont multipliés durant cinquante mois de gouvernement communiste, on ne peut comprendre le sens des décrets qui, depuis mars 1921, marquent la nouvelle orientation économique des soviets, si l'on n'a constamment à l'esprit la puissance numérique de la classe paysanne, qui représente les 4/5 de la population totale et si l'on néglige les profondes transformations sociales qui se sont opérées dans les milieux agrariens.

Certes, dès avant la guerre, il était aisé de prévoir les difficultés que la masse paysanne opposerait à une révolution issue des villes. Pourtant les théoriciens russes du socialisme, fascinés par le rôle éminent des conflits industriels, ne donnèrent à la question paysanne qu'une importance très limitée. Seul, Lénine, pressentit tout ce que la routine et l'égoïsme des terriens opposeraient d'obstacles au libre épanouissement de l'œuvre révolutionnaire, et, dès longtemps, étudia les moyens d'y parer. Ce fut là, au



point de vue théorique, son originalité dans le marxisme et, dès février 1917, son idée directrice.

La masse sombre des moujiks, bien que torturée depuis des siècles, n'avait pas perdu l'habitude des émeutes qui se multipliaient d'année en année. La révolution devait la trouver prête à s'ébranler.

Dès avant février 1917, les soldats désertaient en masse, et en Russie surtout, le soldat c'est le paysan. La révolution, faite par les villes, leur permit de créer automatiquement des soviets avec autant de zèle qu'ils en mettaient à désertier les zemstvos.

Elle signifia surtout, pour eux, la possibilité de s'emparer de cette terre sur la pénurie de laquelle ils avaient sempiternellement gémi. Partout, ils se soulevèrent et confisquèrent les domaines des grands propriétaires, mais l'absence totale de coordination entre ces mouvements spontanés donna, au début, à la question agraire une solution anarchique.

Le désordre fut accentué encore par les efforts désespérés du gouvernement provisoire qui tenta d'arrêter les confiscations par la force armée.

Les bolcheviks trouvèrent, en octobre 1917, la révolution paysanne avancée. Ils durent se borner, tout d'abord, à contrôler, de façon très précaire, les tendances des moujiks pour essayer de les calaniser.

Le gouvernement comprenait alors des social-révolutionnaires de gauche à côté des bolcheviks. On les considérait comme les spécialistes des questions agraires. Ils occupèrent donc les postes de commissaire de l'agriculture et de président de la commission chargée de rédiger le projet de loi agraire.

Au sein de cette commission, les conceptions des bolcheviks et des S. R. de gauche s'opposèrent déjà violemment. Ce fut Lénine qui conseilla à ses amis de céder pour concentrer leurs efforts sur des problèmes politiques urgents.

Tout le pays fut, conformément à la loi, divisé en territoires où des lots furent distribués aux travailleurs. Une autre loi garantit la petite propriété de toute expropriation. On créa dans chaque centre, des *Sections agraires* subordonnées au soviets et chargées de veiller à l'application des lois.

La situation de la Russie à la fin de 1918 devint tragique. La politique du blocus de l'Entente et les révoltes des Tchéco-slovaques affamèrent les villes. Des réserves en blé, il ne restait plus, en été, que 51 millions de pouds à l'abri de l'envahisseur, mais cachés par les riches fermiers, les Koulaks. Il fallait récupérer ce grain pour sauver la révolution. Une nouvelle phase de la politique agraire commençait.

Jusque là les aspirations des Koulaks, des paysans moyens ou pauvres s'étaient confondues dans la haine commune du grand propriétaire. Or, pour éviter la famine, il fallait arracher le blé aux Koulaks. Mais comment le leur prendre ? Par les soviets ? Impossible, car les paysans routiniers avaient commencé par élire les Koulaks, qui transformèrent les soviets en assemblées conservatrices.

Il fallait donc créer un organisme nouveau ; ce furent les *Comités de paysans pauvres*, munis de pleins pouvoirs. Ils se substituèrent aux soviets et récupérèrent, avec succès le grain dissimulé.

Les *Comités* eurent, du point de vue communiste, un triple avantage : ils permirent l'approvisionnement des villes, substituèrent à la politique timorée des soviets une action révolutionnaire et précisèrent la différenciation de classe dans les campagnes.

La politique paysanne devenait, dès lors, vraiment révolutionnaire. Aussi, les S. R. de gauche y répugnèrent-ils et, en sous-mains essayèrent-ils de la faire échouer. Leur opposition aux *Comités* ne fut pas la moindre raison de leur hostilité acharnée contre les bolcheviks. Elle aboutit au choc tragique du cinquième Congrès panrusse des soviets, qui se termina, après le meurtre de Mirbach, par leur arrestation.

Appelés à gouverner seuls, les bolcheviks donnèrent à la question agraire une grande attention. Les *Comités* dont ils avaient eu l'initiative avaient accompli leur tâche. Leur présence cessait donc d'être nécessaire. Une décision du

Congrès panrusse des soviets, du 7 novembre 1918, réalisée par un décret de décembre les supprima et on procéda à une réélection générale des soviets. On constata un esprit beaucoup plus révolutionnaire que dans les soviets précédents ; l'influence des Koulaks diminua de jour en jour, pour ne plus subsister aujourd'hui que par endroits et très atténuée.

Le problème des Koulaks, une fois résolu, laissa apparaître une question que l'on avait crue subsidiaire et qui devait avoir pourtant une importance primordiale : celle des paysans moyens.

Leur classe s'était singulièrement accrue par la disparition simultanée des Koulaks à qui les *Comités* avaient confisqué des terres, et des paysans pauvres qui s'étaient agrandis grâce à ces prélèvements. Elle se révélait non seulement par son nombre, mais encore par ses caractères spécifiques. Elle n'appartenait ni à la bourgeoisie, ni au prolétariat, entre lesquels elle oscillait. Elle présentait aux révolutionnaires une figure ambiguë, ou, comme le disait Lénine, *une âme double*. Ne pas tenir compte de sa force eût été imprudence ; vouloir l'amener de plain-pied au communisme eût été folie.

Là encore, Lénine apparut singulièrement perspicace et réaliste. Reprenant les thèses du Kautsky qui fut un des théoriciens les plus remarquables du Marxisme, il montra que le socialisme avait prévu qu'en période révolutionnaire on devait vraisemblablement se contenter de neutraliser les paysans durant la lutte capitalo-prolétarienne.

Cette conception imposait, vis-à-vis des paysans moyens, une prudence, dont Lénine expliqua lui-même la nécessité, au huitième Congrès communiste (mars 1919), il recommanda de n'interpréter les décrets agraires que comme un idéal dont on doit s'efforcer de se rapprocher sans nécessairement l'atteindre ; d'entreprendre une lente éducation du paysan en évitant toute violence ; de lui venir en aide sans forfanterie, en commençant par se mettre à son école pour mieux comprendre ses besoins ; enfin de faire disparaître les malentendus qui séparent le prolétariat des villes de celui des campagnes.

Le Congrès fit siennes les propositions de Lénine dans deux textes de résolution qui précisèrent un point particulièrement important de la politique agraire.

Cette politique se poursuivit normalement en 1919 et 1920.

Une grande loi fut édictée le 14 février 1919. Elle fixait les mesures de transition destinées à faciliter la préparation de la propriété collective et réglait les conditions d'exploitation, des associations temporaires de paysans, des *artels* ou associations durables, des communes agricoles, enfin des domaines dits soviétiques et qui ne sont rien autre chose que des domaines nationaux. D'autres mesures concoururent à l'amélioration de l'agriculture.

Entre temps, le système des réquisitions s'était précisé. La terre appartenant à l'Etat, on considérait que la ré-